

Climat - Accord de Paris - Monaco
Blue Initiative - Communiqué du
ministère de l'environnement, de
l'énergie et de la mer
(Paris, 03 avril 2017)

À la suite de la création en 2016 du parc marin du Cap Corse et du rail de sécurité maritime au large de la Corse et à la suite du plan Méditerranée dans le cadre de la COP21, Mme Ségolène Royal a participé le 3 avril, à l'invitation du Prince Albert de Monaco, à la Monaco Blue Initiative, pour apporter le partenariat et l'appui de la France à de nouvelles actions.

1/ Concernant la Méditerranée

. Signature, en marge de la conférence, de l'accord de siège de l'Accord Pelagos entre Monaco, la France, l'Italie et le secrétariat permanent de l'Accord Pelagos, qui témoigne de la relance de cet Accord pour la protection des cétacés dans cette région de la Méditerranée.

. Lancement en France de la consultation du public sur l'arrêté fixant les caractéristiques techniques des dispositifs anticollision avec les cétacés dans Pelagos. Ségolène Royal a fait inscrire dans la loi pour la reconquête de la biodiversité, la nature et les paysages l'obligation, pour les navires français d'une longueur supérieure ou égale à 24 mètres, de s'équiper de dispositifs anticollisions pour mieux protéger les cétacés dans les sanctuaires Pelagos et Agoa. Douze navires français sont déjà équipés, 45 le seront le 1er juillet 2017. Le décret du 8 mars 2017 et l'arrêté mis à la consultation en sont les textes d'application. La ministre a souhaité que l'Italie se dote d'une politique similaire.

. Lancement de la 1ère étape de la création d'une zone «basses émissions des navires en Méditerranée». L'étude réalisée par l'Ineris avec différents partenaires scientifiques est le préalable nécessaire à l'instauration d'une telle zone en Méditerranée, notamment dans le but de réduire la teneur en soufre des combustibles marins à 0,1% contre 0,5% en 2020, objectif fixé par l'OMI.

. Moratoire sur la recherche d'hydrocarbures en Méditerranée, étendu à la façade atlantique de la métropole dans la stratégie nationale pour la mer et le littoral.

2/ Concernant l'Océan, les initiatives prises à la COP21 se poursuivent et s'amplifient.

Ségolène Royal a signé avec les autres participants de la conférence le Manifeste de Monaco pour les océans, pour unir toutes les énergies au service de l'océan. La ministre a fait plusieurs annonces :

. Renforcement de la protection de la plus grande aire marine protégée du monde dans les Terres australes françaises, couvrant 1,6 millions de km² : un arrêté publié le 3 avril détermine dans la zone périphérique de la réserve, l'interdiction de la pêche ciblée aux requins et aux raies, l'interdiction de l'utilisation de certains engins de pêche destructeurs pour les fonds marins, la protection des espèces patrimoniales et la lutte contre les risques d'introduction d'espèces exotiques via l'interdiction de certains rejets en mer, ainsi que des missions d'exploration scientifique. La France protège 32,5% de ses eaux marines.

. Soutien à la création d'un sanctuaire marin en Antarctique, avec l'Australie et l'Union européenne. La France défendra ce projet lors de la 36e réunion annuelle de la Commission pour la conservation de la faune et la flore marines de l'Antarctique (CCAMLR). Trois aires marines protégées seront proposées (Mac Robertson ; Drygalski, D'Urville Sea-Mertz) couvrant près d'1 million de km², comme zones scientifiques de référence.

. Création en France d'un Institut de l'Université des Nations unies «Science et gouvernance de l'océan et des littoraux». Le projet, porté par le ministère de l'environnement, sera accueilli par l'Université de Bretagne Occidentale. L'Université des Nations unies (UNU), structure académique conduite par l'Assemblée générale des Nations unies et l'Unesco, a pour missions de développer des actions de recherche et des programmes de formation dans les domaines d'intérêt pour les Nations unies, ses agences et les États.

Créée en 1976 à l'initiative du Japon, des États-Unis et de la France, l'UNU est composée d'un réseau de treize instituts de recherche et programmes thématiques répartis dans douze pays.

. Réalisation d'une expédition scientifique internationale à Clipperton en mai 2017, avec 2 objectifs principaux :

- identifier l'implantation d'un mouillage pérenne et écologique, pouvant accueillir les bateaux d'exploration ;

- équiper des requins de balises émettrices et implanter des récepteurs acoustiques sous l'eau pour suivre les déplacements des requins et étudier la connectivité spatiale entre les îles du Pacifique Tropical Est, en coopération avec la Colombie, l'Équateur, le Panama, le Costa Rica et le Mexique ;

Concernant la lutte contre le changement climatique, Ségolène Royal en a appelé à une mobilisation sans faille pour la mise en oeuvre de l'Accord de Paris. Les ratifications montent en puissance : 141 parties ont ratifié l'accord. D'autres pays vont bientôt le faire. La mobilisation en faveur des 70 coalitions lancées à Paris se poursuit, notamment sur le thème de l'océan.

Le Sanctuaire Pelagos est une aire marine protégée internationale de 87.500 km² créée par la France, Monaco et l'Italie pour la protection des mammifères marins. Une estimation recense

plus de 8.500 espèces animales macroscopiques représentant entre 4% et 18% des espèces marines mondiales, une biodiversité remarquable, notamment en ce qui concerne le nombre de prédateurs en haut de la chaîne trophique comme les mammifères marins, étant donné que la Méditerranée ne représente que 0,82% de la superficie et 0,32% du volume des océans du monde.

L'Accord de Paris est désormais irréversible et le mouvement vers son universalisation se poursuit./.

(Source : site Internet du ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer)